



Pour diffusion immédiate

L'AUTORITÉ FINANCIÈRE DES PREMIÈRES NATIONS ÉMET SA NEUVIÈME DÉBENTURE

La plus récente débenture de 354 M\$ de la FNFA appuie les prêts des membres emprunteurs des Premières Nations qui sont liés aux objectifs de développement durable des Nations Unies en matière d'ESG

Westbank (Colombie-Britannique (le 3 mars 2022)) Les prêts consentis par l'Autorité financière des Premières Nations (FNFA), un organisme sans but lucratif, ont maintenant dépassé la barre des 1,65 G\$ pour aider les Premières Nations emprunteuses à bâtir des collectivités fortes et saines. Ces priorités communautaires sont naturellement liées à un ou plusieurs des [objectifs de développement durable](#) des Nations Unies en matière d'environnement, de société et de gouvernance (ESG).

« Nous travaillons avec les Premières Nations afin qu'ensemble, nous puissions passer de la gestion de la pauvreté à la gestion du patrimoine, a déclaré Ernie Daniels, président directeur général de la FNFA. Ces prêts amélioreront les conditions de vie et créeront de la richesse dans les collectivités des Premières Nations partout au Canada, tout en concordant avec les objectifs de développement durable des Nations Unies en matière d'ESG. »

Cette neuvième débenture de la FNFA appuie des projets qui ont créé près de 3 400 emplois dans 19 collectivités des Premières Nations et à l'échelle du Canada. Les prêts de la FNFA serviront à financer des projets comme une centrale solaire en Ontario, un projet hydroélectrique au Québec, un centre de soins aux aînés, des logements et d'autres infrastructures visant à améliorer le niveau de vie. Tous les coûts du service des prêts sont remboursés à même les revenus autonomes des Premières Nations, et non avec le soutien du gouvernement.

Le financement par l'entremise de la FNFA appuie les efforts des Premières Nations pour construire des infrastructures essentielles comme des usines de traitement de l'eau, des écoles, des logements et des projets de développement communautaire. Toutefois, il faut faire plus et la FNFA appuie une stratégie appelée « [monétisation](#) » pour atteindre [l'objectif](#) du gouvernement Trudeau de combler le déficit d'infrastructures de 30 G\$ entre les Premières Nations et le reste du Canada d'ici 2030.

« Nous exhortons le gouvernement du Canada à envisager une nouvelle approche de financement des infrastructures qui soit une solution de rechange au mode de financement « au fur et à mesure » du gouvernement », a déclaré le président de la FNFA le chef Warren Tabobondung de la Wasauksing First Nation. « La [monétisation](#) a le potentiel d'être un outil

crucial pour combler le déficit d'infrastructures croissant qui a laissé tant d'Autochtones dans la pauvreté. »

À propos de l'Autorité financière des Premières Nations (FNFA)

La FNFA est une institution sans but lucratif des Premières Nations qui joue un rôle crucial dans le développement social et économique des Premières Nations à l'échelle du Canada en permettant à toute Première Nation admissible d'accéder aux marchés des capitaux à des taux concurrentiels. Créée en vertu de la *Loi sur la gestion financière des Premières Nations* en 2005, la FNFA est gérée par les Premières Nations, pour les Premières Nations. La FNFA poursuivra son expansion et sa diversification, cherchant à renforcer sa cote de crédit et à accroître les avantages financiers pour ses membres de plus en plus nombreux.

Pour de plus amples renseignements, communiquer avec :

Leanne Hunter, Conseillère principale de la FNFA

Téléphone : 613.853.2612

Courriel : lhunter@fnfa.ca